



IRTESS

Association

2 Rue du Professeur Marion

21000 DIJON

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

IRTESS

Association

2 Rue du Professeur Marion

21000 DIJON

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de l'association IRTESS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRTESS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « changement de méthode au cours de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement 2018-06 pour la première fois de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dijon, le 16 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes

Exco Socodec

Christel SADOINE

Association IRTESS
Association Loi 1901
2 Rue Professeur Marion
21000 DIJON

Période du 01/01/2020
au 31/12/2020

Tenue de compte : EURO

BILAN ACTIF

Détail des postes	31/12/2020 SELON ANC 2018-06			31/12/2019 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON CRC 99-01
	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non-appelé (I) Capital souscrit non-appelé (I)					
Immobilisations incorporelles	487 417	484 560	2 857	1 562	1 562
Frais d'établissement					
Frais de développement					
Concessions, brevets, droits simil	487 417	484 560	2 857	1 562	1 562
Fonds commercial					
Autres immob. incorporelles					
Avances et acomptes sur immos					
Immobilisations corporelles	8 311 810	6 913 100	1 398 710	1 381 239	1 381 239
Terrains	72 647		72 647	72 647	72 647
Constructions	4 599 087	4 070 111	528 976	662 048	662 048
Installations techn., mat., outil	205 274	201 977	3 297	3 476	3 476
Autres immob. corporelles	3 434 802	2 641 011	793 790	642 249	642 249
Immobilisations en cours				819	819
Avances & acomptes					
Immobilisations financières	381 227		381 227	352 193	352 193
Participations selon mise en équ.					
Autres participations					
Créances rattach. à des particip.					
Autres titres immobilisés	333 502		333 502	330 238	330 238
Prêts	38 420		38 420	12 948	12 948
Autres immob. financières	9 305		9 305	9 006	9 006
TOTAL II	9 180 454	7 397 659	1 782 795	1 734 994	1 734 994
Stocks et en-cours					
Matières premières & approvision					
En cours de production de biens					
En cours production de services					
Produits intermédiaires & finis					
Marchandises					
Avances & acomptes versés/com.	30 745		30 745	3 340	3 340
Avances & acomptes versés/com.	30 745		30 745	3 340	3 340
Créances	1 223 090	42 276	1 180 814	2 332 507	2 332 507
Clients et comptes rattachés	907 131	42 276	864 855	1 084 643	1 084 643
Autres créances	315 959		315 959	1 247 864	1 247 864
Capital souscrit appelé non versé					
Divers	4 405 512		4 405 512	3 140 444	3 140 444
Valeurs mobilières de placement	2 008 121		2 008 121	2 000 000	2 000 000
Disponibilités	2 397 391		2 397 391	1 140 444	1 140 444
Charges constatées d'avance	75 709		75 709	85 799	85 799
Charges constatées d'avance	75 709		75 709	85 799	85 799
TOTAL III	5 735 055	42 276	5 692 780	5 562 091	5 562 091
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes rembour. d'obligations (IV)					
Primes de rembour. d'obligations					
Ecart de conversion actif (V)					
Ecart de conversion actif (VI)					
TOTAL GENERAL (I à VI)	14 915 509	7 439 935	7 475 574	7 297 085	7 297 085

Association IRTESS
Association Loi 1901
2 Rue Professeur Marion
21000 DIJON

Période du
au

01/01/2020
31/12/2020

Tenue de compte : EURO

BILAN PASSIF

Détail des postes	31/12/2020 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON CRC 99-01
	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Fonds Propres	103 425	103 425	103 425
Fonds Associatifs sans droits reprise	103 425	103 425	103 425
Primes d'émission, de fusion			
Primes d'émission, de fusion			
Ecart de réévaluation			
Ecart de réévaluation			
Réserves	1 416 142	1 416 142	1 416 142
Réserve légale			
Rés. statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	1 416 142	1 416 142	1 416 142
Report à nouveau	2 660 754	2 524 617	2 524 617
Report à nouveau	2 660 754	2 524 617	2 524 617
Résultat de l'exercice	95 320	136 137	136 137
Résultat de l'exercice	95 320	136 137	136 137
Subventions d'investissement	957 634	750 676	750 676
Subventions d'investissement	957 634	750 676	750 676
Provisions réglementées			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	5 233 275	4 930 997	4 930 997
Produits émissions titres particip.			
Produits émissions titres particip			
Fonds reportés et dédiés	168 958		
Fonds reportés et dédiés	168 958		
TOTAL (II)	168 958		
Provisions pour risques	186 408	389 330	389 330
Provisions pour risques	186 408	389 330	389 330
Provisions pour charges	552 548	507 702	507 702
Provisions pour charges	552 548	507 702	507 702
TOTAL (III)	738 956	897 032	897 032
Emprunts obligataires convertibles			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts & dettes aup. étab. crédit		40 790	40 790
Emprunts & dettes aup. étab. crédit		40 790	40 790
Emprunts et dettes financ. divers			
Emprunts et dettes financ. divers			
Avanc. & aptes reçus/com en cours	25 101	10 723	10 723
Av. & ac. reçus s/com. en cours	25 101	10 723	10 723
Dettes fourniss. & cptes rattachés	245 591	304 805	304 805
Dettes fourniss. & cptes rattachés	245 591	304 805	304 805
Dettes fiscales et sociales	720 677	781 723	781 723
Dettes fiscales et sociales	720 677	781 723	781 723
Dettes sur immo. et cptes rattachés	15 379	3 325	3 325
Dettes sur immo. & cptes rattachés	15 379	3 325	3 325
Autres dettes	11 241		
Autres dettes	11 241		
Produits constatés d'avance	316 397	327 693	327 693
Produits constatés d'avance	316 397	327 693	327 693
TOTAL (IV)	1 334 385	1 469 057	1 469 057
Ecarts de conversion passif (V)			
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL (I à V)	7 475 574	7 297 085	7 297 085

Association IRTESS Association Loi 1901 2 Rue Professeur Marion 21000 DIJON		Période du au	01/01/20 31/12/20
		Tenue de compte : EURO	
RESULTAT			
Détail des postes	31/12/2020 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON CRC 99-01
CHARGES D'EXPLOITATION			
Coût d'achat des marchandises		- 55	- 55
Achats de marchandises		- 55	- 55
Variations de stocks de march.			
Consommation exercice /tiers	1 464 845	1 718 917	1 718 917
Achats matières premières			
Achats autres approvisionnements			
Variation de stocks Mat./approv.			
Autres achats et charges externes	1 464 845	1 718 917	1 718 917
Impôts, taxes et vers. assimilés	154 183	164 383	164 383
Impôts, taxes et vers/ assimilés	154 183	164 383	164 383
Charges du personnel	4 381 999	4 665 199	4 665 199
Salaires et traitements	3 057 817	3 263 941	3 263 941
Charges sociales	1 324 181	1 401 258	1 401 258
Dotations aux amortis. & provisions	471 053	533 801	533 801
Amort. sur immobilisations	301 047	281 230	281 230
Provis. sur Immobilisations			
Provis. sur actif circulant	28 352	30 643	30 643
Amort. pour risque et charges	141 655	221 929	221 929
Reports en fonds dédiés	257 920		
Reports en fonds dédlés	257 920		
Autres charges	4 282	7 475	7 475
Autres charges	4 282	7 475	7 475
TOTAL I	6 734 281	7 089 721	7 089 721
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)			
Quotes-parts résultats/op comm.			
CHARGES FINANCIERES (III)	162	734	734
Dot. aux amort. & aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	162	527	527
Différences négatives de change			
Charges nettes/cess. mob. de plac.		207	207
CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)	112 059	127 233	127 233
Sur opérations de gestion	23 097	127 233	127 233
Sur opérations en capital			
Dotations aux amort. & provis.	88 962		
PARTICIP. SALAIRES EXPANSION (V)			
Partic. salariés Expansion			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)		105	105
Impôts sur les bénéfices		105	105
TOTAL GENERAL (CHARGES)	6 846 502	7 217 793	7 217 793
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	460		
Cotisations	460		
Montant net Chiffre d'affaires	2 446 178	3 063 403	3 063 403
Ventes de biens			
Vente de prestations de services	2 446 178	3 063 403	3 063 403
Concours publics et subventions	3 912 448	3 782 078	3 782 078
Concours Public	2 242	9 216	9 216
Subventions d'exploitation	3 910 207	3 772 861	3 772 861
Vers des fondateurs ou consom. dot			
Ress.liées à la générosité du publil			
Contributions financières			

9

RESULTAT			
Détail des postes	31/12/2020 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON ANC 2018-06	31/12/2019 SELON CRC 99-01
Repr.sur prov, déprec.et transf chg	350 879	390 098	390 098
Reprise /prov. & transferts charge	350 879	390 098	390 098
Utilisation des fonds dédiés	88 962		
Utilisation des fonds dédiés	88 962		
Autres produits	294	672	672
Autres produits	294	672	672
Total I	6 799 221	7 236 251	7 236 251
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II) Quotes parts résultat/op. comm.			
PRODUITS FINANCIERS (III)	12 811	5 949	5 949
De participations	3 266	4 385	4 385
D'autres valeurs mobil. & créances			
Autres intérêts et produits assim.	9 545	1 564	1 564
Reprise/provis. & transf. charges			
Différ. positives de change			
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.			
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)	129 790	111 730	111 730
Sur opérations de gestion	14 370	9 422	9 422
Sur opér. de capital, cess. actifs		17 700	17 700
Sur opér. de capital, subv. d'inv.	115 420	84 607	84 607
Autres opér. de capital			
Reprises/prov. & transf.de charges			
TOTAL GENERAL (PRODUITS)	6 941 822	7 353 930	7 353 930
RESULTAT (EXCEDENT)	95 320	136 137	136 137

**ANNEXE RELATIVE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT
DE L'EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020**

I- OBJET SOCIAL ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'IRTESS assure des missions de formations pluri-professionnelles des intervenants sociaux et de santé et développe des formations permanentes et supérieures diversifiées sur la Région de Bourgogne Franche-Comté en se référant aux valeurs portées par l'Economie Sociale et Solidaire et dans une démarche de développement durable.

L'association favorise l'accès à la qualification aux métiers du social et de la santé par le développement d'une prestation d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience et des actions d'orientation et contribue à l'animation des milieux professionnels de l'intervention sociale par l'organisation de colloques et journées d'études, le développement d'études et recherches.

Les actions de formation initiales et continues, individuelles ou collectives portées par l'IRTESS doivent contribuer à la promotion des personnes.

L'exercice 2020 a été marqué par la crise sanitaire COVID-19 générant de nouvelles organisations de travail, des coûts supplémentaires en équipements informatiques et impactant le Chiffre d'affaires de formation permanente d'une baisse de 45%.

Les mouvements de personnel et maladie restent dans la continuité de l'exercice précédent impliquant également de nouvelles organisations au sein des différents services concernés.

On constate par ailleurs une diminution du poste « charges de personnel » assez conséquente sur les comptes Rémunération du personnel Vacataires et celui des Charges sociales, les contrats prévus initialement n'ayant pu se réaliser du fait de l'épidémie de COVID-19.

Ces éléments interviennent de façons significatives sur le résultat positif de l'exercice.

L'IRTESS a procédé à l'embauche d'une Responsable Ressources Humaines et la mise en place d'un outil RH pour le suivi des compétences, des embauches du personnel et le suivi analytique des coûts.

Une nouvelle organisation de paiement des frais de scolarité des apprenants en formation initiale a été mise en place également sur l'exercice et le service comptabilité poursuit son travail sur la dématérialisation des documents comptables clients et fournisseurs sur l'exercice 2020 avec la mise en place de nouveaux logiciels comme e-Fakto permettant la mise en place de nouvelles procédures d'envois et de réception des documents, le contrôle, la validation des pièces comptables d'achat et leurs comptabilisations automatisées en partie sur Sage.

L'IRTESS a effectué des travaux d'accessibilité, sécurisé ses bâtiments, mis aux normes et équipés ses salles de cours et a procédé à l'achat d'ordinateurs portables pour le personnel. Elle continue sur l'exercice 2021 son investissement en équipements informatiques, mobiliers et ses travaux d'accessibilité et de mise en sécurité des bâtiments.

L'établissement a continué son travail sur la qualité et obtenu l'agrément Qualiopi sur le début de l'année 2021.

L'IRTESS n'a pas connu d'événements postérieurs à la clôture venant confirmer des situations existant à la date de clôture et qui pourraient avoir des impacts sur la valeur des actifs et passifs au 31 décembre 2020.

II- PRINCIPES REGLES ET METHODES COMPTABLES UTILISES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce et du nouveau règlement ANC 2018-06.

L'application du nouveau règlement ANC 2018-06 spécifique aux associations entraîne de nombreux changements qui constituent des changements de méthode comptable pour cet exercice comptable 2020.

Le plan comptable des associations ne traite que des spécificités comptables des associations, le plan comptable général doit continuer de s'appliquer pour les éléments non traités dans ce document.

Les modifications opérées portent sur la présentation des fonds dédiés au compte d'exploitation, la notion de concours publics imputée au compte 73, une nouvelle présentation des produits de tiers financeurs par sous-catégories et des cotisations placées dans la partie haute des produits d'exploitation.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

En application de l'avis CRC 2002-10, norme IFRS des amortissements et dépréciations, l'association a procédé à une analyse de ses immobilisations et a adopté pour des travaux de rénovation de bureaux et ravalement de façade du bâtiment une ventilation par composants.

Concernant l'amortissement de ses immobilisations, l'association applique en conformité de l'avis CRC 2002-10 les durées suivantes :

Logiciel	de 1 à 3 ans
Constructions et agencements	de 10 à 20 ans
Matériels	5 ans
Installations, agencements divers	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de Bureau	de 3 à 5 ans
Matériel Informatique	3 ans
Mobilier de Bureau	de 5 à 10 ans

Provision Retraite

La provision pour Retraite est calculée et comptabilisée selon un engagement global de retraite pour l'ensemble des salariés avec les hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de croissance des salaires : 1.80%
- Taux de rendement : 0.34%
- Taux de charges sociales : 44%
- Taux de turnover pour un âge compris entre 20 et 35 ans : 60%
- Taux de turnover pour un âge compris entre 35 et 50 ans : 90%
- Taux de turnover pour un âge compris entre 50 et 70 ans : 100%

Les taux de rendement et de charges sociales ont été actualisés sur l'exercice.

III- COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN**■ Etat des immobilisations**

Au cours de l'exercice 2020, du fait de l'épidémie de covid-19, l'association a dû favoriser le télétravail et investir en poste de travail pour le personnel ce qui a représenté un coût de 46 576 € pour l'achat de 66 postes dont 56 ordinateurs portables. Une durée de 3ans a été appliquée sur la durée de l'amortissement du matériel.

L'institut a équipé 20 salles de cours de vidéoprojecteur et a procédé à la remise en état de bureaux et salles de cours ainsi que la mise en accessibilité des bâtiments. Une mise en conformité et sécurité de ses installations électriques, sanitaires, des accès par des portes sécurisés et des travaux sur ascenseur ont été effectués au cours de l'exercice. Les coûts de ces travaux s'élèvent à 263 773€ et sont amortis sur 10 ans.

MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	483 908	3 509		487 417
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 994 687	317 123		8 311 810
IMMOBILISATIONS EN COURS	819		819	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	352 193	29 034		381 227
TOTAL GENERAL	8 831 607	349 666	819	9 180 454

■ Etat des amortissements

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	482 346	2 214		484 560
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 614 267	298 832		6 913 099
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	7 096 613	301 046	0	7 397 659

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges (1)	131 409			131 409
Provisions pour risques (2)	257 921	54 999	257 921	54 999
Provisions pour pensions et obligations similaires (3)	507 702	86 656	41 810	552 548
TOTAL GENERAL	897 032	141 655	299 731	738 956

(1) Provision pour Litiges

Le montant de la provision pour litige prudhommal évalué au 31/12/19 à 131 409€, faisant suite au licenciement d'un salarié reste en compte au 31/12/20 pour le même montant. Le salarié a fait une déclaration d'appel le 29/01/21.

(2) Provision pour Risques

L'établissement avait sollicité courant 2009, auprès du centre des impôts de Dijon, une demande d'exonération de taxes sur salaires au titre de l'article 231-1 du CGI et a reçu la même année un avis de dégrèvement ainsi que les remboursements correspondants aux sommes versées du 01/09/07 au 28/02/09.

Il a été constitué une provision pour risque concernant la rétrocession de subvention de fonctionnement du Conseil Régional à prévoir en proportion du financement accordé au titre de la formation initiale pour les exercices 2007 à 2010.

Après reprise de provision au 31/12/2012 pour affectation en fonds dédiés de 181 517 €, puis en subvention pour investissement, le solde de la provision pour risque de reversement s'élevait à 257 921 € au 01/01/2020. Cette somme a été reprise en 2020 pour affectation en fonds dédiés pour investissements puis en subvention d'investissement pour 88 962.00€.

Le solde des fonds dédiés soit 168 968€ sera traité en subvention d'investissement sur l'exercice 2021.

Les travaux réalisés sur ces fonds participent à l'amélioration des conditions d'accessibilité, de la performance énergétique ainsi qu'une amélioration des équipements numériques et mobiliers au sein de l'établissement.

Une provision pour risque de 14 400.00€ a été constituée à la clôture face à la décision du changement d'opérateur informatique de manière immédiate et la migration de l'ensemble des prestations vers le nouveau prestataire. Un protocole d'accord transactionnel a été rédigé et signé incluant des indemnités de résiliation qui ont donc fait l'objet d'une provision.

Une provision pour charge d'un montant de 40 599€ a été constituée suite au licenciement pour inaptitude d'origine non professionnelle procédé le 05/02/21 envers une salariée en situation de longue maladie et qui n'a pas pu faire l'objet d'un reclassement.

La CPAM avait communiqué à l'IRTESS par courrier l'arrêt du versement des indemnités journalières à la salariée à la date du 31/12/2020.

La provision pour retraite rattachée à cette salariée a été reprise à la date du 31/12/2020.

(3) Provision pour Retraite

La provision pour Retraite est évaluée sur l'ensemble du personnel jusqu'à leur date présumée de départ en retraite étant précisé que ce montant inclus les charges et taxes assises sur la provision.

Le montant de la provision au 31/12/20 s'élève à 552 548 euros.

La dotation comptabilisée sur l'exercice est de 86 656 €, montant incluant sur 2020 une actualisation des taux de rendement et de charges sociales. Le taux de turnover de l'établissement avait été actualisé en 2018 selon les démissions enregistrées sur les dix derniers exercices. Pour information, une reprise de provision a été passée pour 41 810 € correspondant au personnel sorti en 2020 inclus la salariée dont le départ a été provisionné au 31/12/20.

PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	0		0	0
Provisions pour dépréciation des clients	36 551	28 352	22 627	42 276
TOTAL GENERAL	36 551	28 352	22 627	42 276

Il est constaté d'une part, une provision pour dépréciation dès lors que le solde de la créance client reste en compte depuis 12 mois soit depuis le 31/12/19.

D'autre part, une provision est constituée dès lors que le recouvrement d'une créance apparaît incertain et qu'il y a un risque de perte partielle ou totale.

Les dotations et reprises provisions restent stables pour l'exercice 2020 et nous n'avons pas constaté de créances irrécouvrables.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES**CREANCES**

	<u>Montant Brut</u>	<u>Échéance<1an</u>	<u>Échéance>1an</u>
CREANCES DE L' ACTIF IMMOBILISE			
Autres immobilisations financières	381 227		381 227
AVANCES ET ACOMPTE VERSES			
Fournisseurs acomptes sur commande	30 745	30 745	
CREANCES DE L' ACTIF CIRCULANT			
Créances clients	907 131	907 131	
Fournisseurs, avoirs à recevoir	1 008	1 008	
Personnel avance et acomptes	0	0	
Organismes sociaux et produits à recevoir	34 398	34 398	
Etat et autres collectivités publiques- Divers	287 402	287 402	
Débiteurs divers	4 392	4 392	
TOTAL GENERAL	1 646 303	1 265 076	381 227

DETTES

	<u>Montant Brut</u>	<u>Échéance 1an</u>	<u>Échéance>1an</u>	<u>Échéance>5ans</u>
DETTES FINANCIERES	0	0	0	
Emprunts et dettes Etabl. De Crédit CC(1)	0	0	0	
Emprunts et dettes Etabl. De Crédit BPB	0	0	0	
Intérêts courus sur emprunts	0	0	0	
AUTRES DETTES	1 029 230	1 029 230	0	
Avances et acomptes sur cde en cours	25 101	25 101		
Dettes fournisseurs	245 591	245 591		
Personnel	317 565	317 565		
Organismes sociaux	375 722	375 722		
Impôts et Taxes	38 631	38 631		
Dettes sur Immobilisations	15 379	15 379		
Autres Dettes	11 241	11 241		
TOTAL GENERAL	1 029 230	1 029 230	0	

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<u>Fonds associatifs sans droit de reprise</u>				
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	18 416			18 416
Subventions d'investissement non renouvelables	48 523			48 523
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés	36 486			36 486
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	53 036			53 036
Autres réserves	1 363 106			1 363 106
Report à nouveau (1)	2 524 617	136 137		2 660 754
Résultat de l'exercice	136 137	95 320	136 137	95 320
<u>Fonds associatifs avec droit de reprise</u>				
Apports				
Legs et donations				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	750 676	322 378	115 420	957 634
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (Commodat)				
TOTAL GENERAL	4 930 997	553 835	251 557	5 233 275

VARIATION DES FONDS DEDIES

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Fonds dédiés travaux accessibilité-matériels (reprise pour investissement matériels informatiques)	257 920		88 962	168 958
TOTAL GENERAL	257 920	0	88 962	168 958

PRODUITS A RECEVOIR RATTACHES AUX POSTES DE CREANCES**CREANCES**

CLIENTS, Factures à établir	125 055
FOURNISSEURS, Avoirs à recevoir	1 008
ETAT, Subventions d'investissement à recevoir	186 791
ETAT, Subvention à recevoir	84 522
AUTRES Produits à recevoir	4 848

TOTAL	402 224
--------------	----------------

DETAIL DES CHARGES A PAYER RATTACHEES AUX POSTES DE DETTESEMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Néant

DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHESDETAIL DES FACTURES NON PARVENUES

Fournitures non stockables (eau, électricité,gaz, carburant...)	13 433
Locations	403
Prestations honoraires, commissions	49 262
Prestations honoraires intervenants formations 2020	18 415
Prestations honoraires formations exercices précédents	24 097
Frais postaux et Téléphone	849
Formation du personnel	
Cotisations	601
TOTAL	107 060

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Congés à payer	249 584
Personnel autres charges à payer	52 206
Organismes sociaux charges sociales à payer s/ congés et sal	122 207
Etat charges fiscales s/congés et charges de personnel à payer	13 694
Etat charges à payer	4 209
TOTAL	441 900

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Locations immob	11 726
Locations matériels	16 636
Maintenance Agencements	3 676
Maintenance Logiciels ,Matériels	24 686
Abonnements Documentations- colloques-salons	9 072
Déplacements	1 263
Frais postaux et téléphone	30
Prestations diverses	421
Médecine du travail	8 199
TOTAL	75 709

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Formation permanente	2 380
Formation Continue AES	9 731
Frais de scolarité FI 2020-21	193 240
Frais de scolarité FC 2020-21	9 472
CROUS Loyers et charges	34 858
Subvention AES	66 716
TOTAL	316 397

ETAT DES SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS**1- SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

- Subventions d'investissement Isolation, Bardage, Façade Menuiseries pour la réfection du bâtiment

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
Subvention d'investissement accordée par la REGION (travaux réalisés en 2016)	99 700	24 085

- Subventions d'investissement Mise aux normes accessibilité Ascenseur Résidence en 2015

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
Affectation du montant de reprise des fonds dédiés	181 517	64 515
En subvention d'investissement (travaux réalisés en 2015)		

- Subvention d'investissement accordée par la REGION en 2011 pour la réfection du Bâtiment B

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement réfection et ravalement	75 340	36 148

- Subventions accordées par la DRASS et la REGION en 2004 pour la construction du centre de documentation multimédia.

Ces subventions ont été comptabilisées au cours des exercices précédents et figurent dans les comptes suivants :

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement CERDIM Phase 1	739 810	612 090
- Subvention d'investissement CERDIM Phase 2	468 583	375 134
TOTAL	1 208 393	987 224

- Subvention d'investissement matériel apprentissage

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement de 2009 à 2013	68 942	65 787

- Subvention d'investissement travaux accessibilité REGION

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement travaux réalisés en 2020	209 677	7 481

■ Subvention d'investissement Matériel informatique et Mobilier

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement sur fonds dédiés 2020	88 962	24 397

■ Subvention d'investissement REGION travaux accessibilité, sécurisation des bâtiments

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement à venir : travaux 2021 Courrier REGION du 23/11/20	234 739	0

2- CONCOURS PUBLIC

■ Versement apprentissage 2020	2 242
--------------------------------	-------

3- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

■ Conseil Régional de Bourgogne –subvention 2020 Convention 2020-1302AAO008T02	3 744 037
---	-----------

■ Conseil Régional de Bourgogne –subvention 2020 Formation AES Action PRIC : prise en charge des demandeurs d'emploi cursus complet Promotions 2019 et 2020	82492
---	-------

■ Conseil Régional de Bourgogne –subvention 2020 Formation AES Action PRIC : prise en charge des demandeurs d'emploi cursus réduit Promotions 2019 et 2020	7 437
--	-------

■ DRFIP de Bourgogne Franche-Comté Subvention PREFAS Bourgogne Franche-Comté-Etude Recherche 2020 Poursuite des travaux engagés dans la construction des pôles ressources régionaux	27 500
---	--------

■ DDFIP du Doubs ARS Dispositif de formation professionnalisante des travailleurs-pairs	27 675
--	--------

■ DRFIP de Bourgogne Franche-Comté Action de sensibilisation, prévention et lutte contre la radicalisation	2 300
---	-------

■ DEPT Saône et Loire Etude sur la perte d'Autonomie des personnes âgées et handicapées	11 366
--	--------

■ Direction Dept de la cohésion sociale de Saône et loire Action pour lutter contre l'invisibilité des femmes dans les quartiers prioritaires	3 400
--	-------

■ DRDJSCS Formations aux valeurs de la République et Laïcité	4 000
---	-------

Les Subventions de fonctionnement sont attribuées pour permettre l'activité normale de l'IRTESS au cours de l'année civile ou pour des opérations ponctuelles réalisées dans le courant de l'année.

ENGAGEMENTS FINANCIERSDettes garanties par des sûretés réelles

Néant

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRESDétail des produits et charges exceptionnels**PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Autres Produits exceptionnels de gestion sur exercice ant	14 370
Amortissements subventions d'investissement	115 420
	<hr/>
	129 790

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Pénalités et amendes fiscales	123
Créances irrécouvrables	21 773
Charges sur exercices antérieurs	1 201
Provision pour investissement (affectation fonds dédiés)	88 962
	<hr/>
	112 059

Honoraires Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes a été estimé à 15 347 euros HT.

Compte personnel d'activité

Au titre du DIF, Droit individuel à la Formation, l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2014 disposait d'un crédit de 7 389 heures. Une lettre d'information a été établie à chaque salarié, lui indiquant le nombre d'heures disponibles au 31 décembre 2014 et les nouvelles modalités adoptées par les pouvoirs publics à compter du 01 janvier 2015, pour l'utilisation de ces droits dans le cadre d'un compte personnel de formation (CPF) puis dans le cadre d'un compte personnel d'activité (CPA) au cours de l'année 2020.

Ventilation du chiffre d'affaires et des subventions de fonctionnement

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Formations subventionnées (FQI)	4 149 127	4 187 835
Formations Qualifiantes Continues (FQC)	1 306 878	1 440 878
Formations Qualifiantes Supérieures (FQS)	223 717	268 221
Formation Permanente /Etudes Recherches	458 973	730 989
Résidence	208 080	208 884
Autres	11 852	8 674
TOTAL GENERAL	6 358 627	6 845 481

Effectifs du personnel au 31 décembre 2020

	Nombre de personnes physiques	Nombre d'Equivalents Temps Plein
Contrats à Durée indéterminée	77	72.99
Contrats à Durée Déterminée	2	1.40
Contrats Aidés	0	0
Apprentis	0	0
Totaux	79	74.39

Valorisation des contributions des bénévoles

Participations aux Bureaux :	60 heures
Participations aux Conseils d'Administration	90 heures
Participations à l'Assemblée Générale	60 heures
Participation Economie Solidaire	6 heures

Il a été décidé de ne pas comptabiliser ces heures au compte de résultat du fait de l'impact des coûts peu significatif.

Rémunérations les plus élevées

Montant brut des 3 rémunérations les plus élevées	173 650 euros
---	---------------

ANNEXE BILAN PEDAGOGIQUE ET RESSOURCES 2020

TABEAU I
RESSOURCES DE L'ORGANISME

ORIGINE DES FONDS	MONTANT (N)		MONTANT (N-1)		
	EN euros	EN %	EN euros	EN %	
1 - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS					
ENTREPRISES	946 828	45,15%	1 276 744	49,26%	
ETAT		0,00%		0,00%	
COLLECTIVITES LOCALES		0,00%		0,00%	
ETABLISSEMENTS PUBLICS	140 163	6,68%	268 083	10,34%	
VIA FONGECIF.		0,00%		0,00%	
OMA	41 205	1,96%	128 200	4,95%	
ORG GEST DES FONDS		0,00%		0,00%	
	456 681	21,78%	325 014	12,54%	
PARTICULIERS	59 468	2,84%	95 569	3,69%	
SOUS-TOTAL I	1 644 345	78,41%	2 093 610	80,77%	
2 - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS					
INSTANCES EUROPEENNES		0,00%		0,00%	
ETAT	2 840	0,14%	8 200	0,32%	
REGIONS	8 110	0,39%	3 287	0,13%	
AUTRES COLLECTIVITES					
TERRITORIALES	100 020	4,77%	120 308	4,64%	
SOUS-TOTAL II	110 970	5,29%	131 795	5,08%	
3 - AUTRES					
AUTRES ORGANISMES DE		0,00%		0,00%	
FORMATION		0,00%		0,00%	
AUTRES RESSOURCES	341 926	16,30%	366 657	14,15%	
SOUS-TOTAL III	341 926	16,30%	366 657	14,15%	
TOTAL DES RESSOURCES	2 097 241	100,00%	2 592 062	100%	

TABEAU II
DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	N		N - 1	
	en euros	%	en euros	%
Diplômantes *(1)	1 142 571	66,04%	1 297 637	58,29%
Perfectionnement				
professionnel et qualifiant*(2)	587 542	33,96%	928 598	41,71%
Insertion sociale		0,00%		0,00%
Total	1 730 113	100,00%	2 226 235	100,00%

(1) diplômes nationaux, titres homologués

(2) certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations

9

TABLEAU III
CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTÉES

Convention	Montant initial	Suivi exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
ISOLEMENT PERS RETRAITEES IMPA	14 740	6 126	5 470	0
SERV AUX FAMILLES MSA/CAF	379		379	0
SUBV PREFAS DRFIP	27 500		27 500	0
ARS	27 675		22 203	0
RESEAU OBSERV SANIT ET SOC				
INVISIBILITE DES FILLES ET FEMMES DEPT71	35 204	28 963	17 420	11 543
TRAJECTOIRES PROF DRJSCS (LAICITE-PREVENTION CONTRE LA RADICALISATION)	6 300		6 300	
CONSEIL REGIONAL DISPOSITIF DEMANDEURS D'EMPLOI POUR FORMATION AES 19-20	91 470	74 364	74 364	0
CONSEIL REGIONAL DISPOSITIF DEMANDEURS D'EMPLOI POUR FORMATION AES 20-21	82 280		15 564	66 716
Total	285 548	109 453	169 200	78 259